

Ça va recogner au Parlement

Les acteurs sont en place pour un remake de la rentrée parlementaire de 2014. Le 13 octobre, N-VA et tax-shift vont faire sortir l'opposition de ses gonds. Mais en version soft...

Par **Olivier Mouton**

Mardi 14 octobre 2014. Charles Michel, Premier ministre depuis trois jours, monte à la tribune d'une Chambre en fusion pour lire sa déclaration de politique générale. Mais le tumulte l'empêche, dans un premier temps, de prendre la parole. Laurette Onkelinx, cheffe de groupe PS, est survoltée. Le matin même, on a appris que Theo Francken, nouveau secrétaire d'Etat à l'Asile, a assisté à l'anniversaire de Bob Maes, ancien sénateur Volksunie condamné pour faits de collaboration. Ce n'est pas le premier incident lié à un ministre N-VA, en septante-deux heures seulement, et l'opposition appelle à sa démission. Tout en dénonçant un programme socio-économique « injuste », « Arrêtez votre cinéma, vous êtes de mauvais acteurs », tonne Denis Ducarme, chef de file MR. L'entrée en matière du gouvernement Michel a lieu dans une violence digne d'un film de Clint Eastwood.

Un an après, les mêmes acteurs se préparent à une nouvelle rentrée parlementaire sous haute tension, ce mardi 13 octobre. La suédoise a assis son autorité, l'opposition n'espère plus sa chute imminente, mais tant en matière de valeurs que de chiffres, sa politique reste controversée. Les nationalistes flamands donnent à nouveau du grain à moudre aux partis d'opposition avec leurs sorties polémiques à répétition dans la crise de l'asile. Décidé durant l'été, le tax-shift fait lui aussi l'objet de vives critiques en raison des nombreuses zones d'ombre qui subsistent dans sa concrétisation. Pour autant, le ton de cette rentrée devrait être davantage policé. Le PS a

tiré les leçons de ses outrances initiales et se veut davantage constructif, au même titre que le CDH et Ecolo. ●●●

●●● PS : « Dénoncer et défendre l'alternative »

« Je vais évidemment continuer, quand il le faut, à dénoncer les dérives des uns et des autres, nationalistes, flirtant avec l'extrême droite, souligne fermement Laurette Onkelinx. Chassez le naturel, il revient au galop : sous une façade bien-pensante, il y a toujours au sein de cette majorité des aspects nauséabonds. De même, je continuerai à faire une opposition de résistance en dénonçant leurs choix sociaux, budgétaires et fiscaux. » Il s'agit de mettre le MR devant ses responsabilités de kamikaze : « C'est son choix d'accepter de telles prises de position au sein même du gouvernement. »

Mais la cheffe de groupe du premier parti francophone insiste tout autant sur le deuxième volet de son action. « Nous continuerons aussi à développer notre alternative, dit-elle en évoquant notamment des propositions récentes en matière de démocratie participative ou de service citoyen. C'est vital pour un parti comme le nôtre. Et nous déploierons notre collaboration avec le SP.A. » Depuis la nomination de l'ancien secrétaire d'Etat John Crombez à la tête des socialistes flamands, les liens se sont resserrés entre les deux formations politiques. Début septembre, PS et SP.A ont même organisé ensemble leurs journées parlementaires à Ostende, dans la ville... où Ecolo et Groen avaient fait de même l'an dernier. La culture « postbelgicaine » des verts inspire les rouges.

Ecolo : « Miser sur le long terme »

« Cette mise au vert commune des socialistes est une évolution positive, sourit Jean-Marc Nollet, chef de groupe Ecolo. J'invite d'ailleurs le MR à faire la même chose avec l'Open VLD car cela isolerait davantage la N-VA. Il faut sortir de la logique bloc flamand contre bloc francophone. » Ensemble, écologistes francophones et flamands tentent d'ailleurs depuis un an d'adopter un autre ton au Parlement : sérieux, uniquement focalisé sur le fond des dossiers comme dans le cas médiatisé de la relance du nucléaire.

« Il y a un an, après que le PS a essayé d'empêcher le discours du Premier ministre, nous avons demandé que le gouvernement diffuse son plan budgétaire pluriannuel, rappelle Jean-Marc Nollet. Nous l'avons finalement reçu à 22 heures, ce jour-là. C'était une première qu'un gouvernement dévoile de la sorte ses cartes chiffrées. Depuis, toutes nos analyses en découlent. Nous avons également produit un tableau budgétaire alternatif démontant le "there is no alternative" de la majorité. C'est une attitude un peu plus difficile à vendre. Mais nous misons sur le long terme. » Une façon, aussi, de sortir de la bipolarisation entretenue par le PS et le MR.

Le chef de groupe Ecolo dénonce le flou autour de la concrétisation du tax-shift : « Toutes les commissions parlementaires prévues en septembre ont été annulées. Il y a, en outre, une différence notable par rapport à il y a un an,

c'est le malaise croissant du CD&V. » Dans le dossier des migrants, il fustige la mainmise nationaliste: « C'est très clairement la N-VA qui assume le leadership d'orientation. Charles Michel a essayé de remettre les pendules à l'heure avec son discours de Paire Daiza mais cela n'a eu aucun effet. Que du contraire: le MR accepte aujourd'hui la mise en place d'un statut temporaire restrictif pour les réfugiés. Un barrage de plus a cédé! »

CDH : « Soyons constructifs ! »

« Nous avons un gouvernement qui ne défend pas les valeurs que l'on est en droit d'attendre d'une démocratie, acquiesce Catherine Fonck, cheffe de groupe CDH. J'imagine que le Premier ministre n'osera plus faire de grande déclaration affirmant qu'il s'est trompé au sujet de la N-VA. Il ne se passe plus une semaine sans une déclaration remettant en cause des droits humains, en dépassant parfois largement la ligne rouge. Et cela ne vient pas uniquement de son président, Bart De Wever, mais aussi de Theo Francken secrétaire d'Etat, au sein même du gouvernement. » Voici un an, son président, Benoît Lutgen, avait fortement dénoncé les propos de la N-VA au sujet de la collaboration avec l'occupant durant la Seconde Guerre mondiale. Au Parlement, lors du débat particulièrement vif, il avait même répliqué au MR qui l'accusait d'avoir « déserté le fédéral »: « Jamais aussi collabo que vous, ça c'est sûr et certain ». Avant de préciser plus sereinement sa pensée.

Loin de ces diatribes, les humanistes veulent eux aussi mettre en avant leur volonté d'être constructifs. Ils proposent de contribuer à une réforme fiscale corrigée et mettent en avant des sujets concrets comme la nécessité de protéger les aides-soignants ou de venir en aide aux femmes enceintes privées de leurs allocations parce qu'elles ont changé de métier. « Le gouvernement est attendu au tournant pas seulement par l'opposition, mais aussi par le monde économique, les avocats, l'ensemble des citoyens, explique Catherine Fonck. Nous, nous travaillons d'arrache-pied. Nous avons déposé 147 propositions de loi et de résolution. Si l'on reprend une de nos idées, même sans que ce soit notre texte, tant mieux! Nous n'allons pas faire les divas en matière de paternité. » Son appel est clair: les libéraux francophones doivent sortir de leur esprit de revanche postélectoral. Et cesser de choisir l'arrogance comme seule réponse aux critiques qui lui sont adressées.

PTB : « Radicalisons l'opposition »

S'il est un parti qui a contribué à rendre le discours de l'opposition plus tranché tout au long de la première année, c'est bien le PTB. Sa seule entrée au Parlement a mis les autres partis francophones sous pression. Et s'il est un parti qui s'amuse aujourd'hui de voir tout le monde rentrer dans le rang, c'est bien ce même PTB. « Déposer des amende-

ments? Cela ne sert à rien, tranche son porte-parole, Raoul Hedebouw. J'entends que les autres partis francophones veulent être constructifs. Nous, ce n'est pas notre option. Les gens ont besoin d'une opposition radicale. »

Le messenger de l'extrême gauche insiste, l'œil rivé sur la manifestation nationale du 7 octobre ou les grèves tournantes à la SNCB à partir du 9 octobre: « Toute l'année passée a été marquée par un mouvement social qui dénonçait le saut d'index ou le relèvement de l'âge de la pension à 67 ans. L'espoir que le tax-shift compense ces régressions sociales est à présent mort vu qu'il n'y aura aucune taxe sur la fortune. A mon sens, ce mouvement social va désormais être plus profond au niveau de ses revendications et plus radical dans son expression. » Il flotte comme un parfum insurrectionnel dans le propos...

Quant au discours de la N-VA sur les réfugiés, Hedebouw contourne ce sujet délicat par une considération stratégique. Les sentiments de rejet de l'autre ne sont, il est vrai, parfois pas absents à la gauche de la gauche. « La droite veut trouver un bouc émissaire à la politique de l'austérité, c'est de bonne guerre, s'exclame-t-il. La N-VA réclame la suppression progressive des allocations familiales des réfugiés, qui représentent un montant de 6 millions d'euros, mais dans le même temps, le gouvernement flamand qu'elle dirige les réduit de 200 millions. Le problème? Ces provocations proviennent aujourd'hui de l'appareil de l'Etat lui-même et plus d'un parti d'opposition. »

MR : « Cessons cette violence ! »

Au MR, on fait le gros dos. En un an, la majorité a assis son autorité et sa légitimité, même si elle est régulièrement déchirée par des divergences de vue. « Il y a quatre partis différents au sein de la coalition et il y aura toujours des distinguos, temporeuse son chef de groupe parlementaire, Denis Ducarme. Au bout du compte, nous trouvons toujours un compromis. » Il dénonce « l'esbroufe » de la N-VA quand elle réclame une révision de la Convention de Genève ou une suppression des allocations familiales pour les réfugiés. Mais il ajoute néanmoins: « Il est clair que les Etats disposent d'une marge de manœuvre au-delà de ces conventions internationales. Nous comptons bien l'utiliser pour affermir notre politique en matière de contrôle de l'immigration et nous allons déposer des textes en ce sens à la rentrée. »

Quant à la concrétisation du tax-shift, visiblement laborieuse, Ducarme botte en touche: « Entre la rentrée parlementaire et le mois de décembre, nous aurons l'occasion de mettre très clairement en lumière la façon dont l'objectif de renforcement du pouvoir d'achat, à hauteur de 100 euros par mois pour les bas et moyens revenus, sera concrétisé. Il y a eu pas mal d'intox de la part de l'opposition et singulièrement du PS pendant l'été. Nous devons aussi répéter l'objectif qui consiste à diminuer la charge sur le travail pour créer de l'emploi... »

Il n'est pas sûr que ce discours « sloganesque » apaisera les esprits échauffés de ladite opposition. Mais en montant à la tribune, cette fois, Charles Michel devrait à tout le moins avoir la garantie de prendre la parole sans tohu-bohu intempestif. Un an après, il profitera enfin de son statut de Premier ministre. « Ce que j'espère, conclut Denis Ducarme, c'est qu'il y aura une forme de normalisation des relations avec l'opposition, qui a été d'une violence assez rare tout au long de l'année écoulée. »

La rentrée parlementaire 2015 ne sera pas un remake de celle de 2014. Le film aura moins d'effets spéciaux. Mais cela restera un drame sous haute tension. • O. M.